

EFFETS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO SUR LE SECTEUR RÉEL EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : UNE ANALYSE PAR LE MODÈLE ARDL SUR LA PÉRIODE 1995-2025

Effects of the Monetary Policy of the Central Bank of the Congo on the Real Sector in the
Democratic Republic of the Congo: An ARDL Model Analysis over the Period 1995–2025

MOTO KOSARADE Joseph

Professeur d'Université

Membre du comité Scientifique à l'Observatoire de la Francophonie Economique de
l'Université de Montréal et du monde

josephmoto10@gmail.com

SUMATA Claude

Professeur d'Université

Membre du comité Scientifique à l'Observatoire de la Francophonie Economique de
l'Université de Montréal et du monde

clausum05@yahoo.fr

BOLOMBOLA NDJOLI PAULETTE

Titulaire d'un master en Economie et Développement
Université Catholique du Congo

YOUSOUF AHMAT TYERA

Docteur en Sciences Economiques

Enseignant-Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de
Ndjamen-Tchad.

Laboratoire d'Etudes et des Recherches en Economie appliquée et Gestion(LAEREG)

Email: Youssoftyera@gmail.com

Moto Kosarade, J., Sumata, C., Bolombola Ndjoli, P., & Youssof Ahmat Tyera, Y. (2025).
*Effets de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo sur le secteur réel en
République démocratique du Congo : Une analyse par le modèle ARDL sur la période 1995–
2025.* , *Revue d'Economie, de Gestion et Développement* et *Revue Internationale de
Management et d'Economie* « Volume 1 : Numéro 2 » pp : 1-45.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative
Commons Attribution License 4.0 International License



RÉSUMÉ

Cette étude analyse les effets de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo (BCC) sur le secteur réel en République démocratique du Congo (RDC) sur la période 1995-2025. Elle vise à déterminer dans quelle mesure les instruments de politique monétaire influencent la croissance économique à travers l'inflation, la masse monétaire et le taux de change. L'étude s'appuie sur une approche quantitative et utilise le modèle autorégressif à retards distribués (ARDL) afin d'identifier les relations de court et de long terme entre les variables. Les résultats du test de stationnarité indiquent que les variables sont intégrées d'ordre un, tandis que le test de cointégration de Pesaran confirme l'existence d'une relation de long terme. Le modèle ARDL (1,1,1,0) montre que l'inflation exerce un effet négatif et significatif sur la croissance économique, tout comme le taux de change. En revanche, la masse monétaire présente un effet statistiquement non significatif, révélant une transmission limitée de la politique monétaire vers l'économie réelle. Cette situation s'explique notamment par la forte dollarisation, la faible profondeur du système financier, l'importance du secteur informel et la dépendance aux importations et aux ressources minières. L'étude conclut que la politique monétaire contribue à la stabilité macroéconomique, mais que son efficacité nécessite des réformes structurelles et une meilleure coordination des politiques économiques.

Mots-clés : Politique monétaire ; Banque Centrale du Congo ; croissance économique ; inflation ; taux de change ; masse monétaire ; modèle ARDL ; dollarisation ; secteur réel ; République démocratique du Congo.

ABSTRACT

This study analyzes the effects of the monetary policy of the Central Bank of Congo (BCC) on the real sector of the Democratic Republic of Congo (DRC) over the period 1995-2025. It aims to determine the extent to which monetary policy instruments influence economic growth through inflation, money supply, and the exchange rate. The study adopts a quantitative approach and uses the Autoregressive Distributed Lag (ARDL) model to identify short- and long-run relationships among the variables. The stationarity test results indicate that the variables are integrated of order one, while the Pesaran bounds test confirms the existence of a long-run relationship. The estimated ARDL (1,1,1,0) model shows that inflation has a negative and statistically significant effect on economic growth, as does the exchange rate. In contrast, money supply has a statistically insignificant effect, revealing a limited transmission of monetary policy to the real economy. This situation is mainly explained by high dollarization, shallow financial intermediation, the importance of the informal sector, and the economy's dependence on imports and mining resources. The study concludes that monetary policy contributes to macroeconomic stability, but its effectiveness remains constrained by structural factors. Strengthening financial intermediation, reducing dollarization, improving access to credit, enhancing central bank credibility, and coordinating monetary and fiscal policies are therefore essential to support sustainable and inclusive economic growth in the DRC.

Keywords: Monetary policy; Central Bank of Congo; Economic growth; Inflation; Exchange rate; Money supply; ARDL model; Dollarization; Real sector; Democratic Republic of Congo.

INTRODUCTION

La politique monétaire constitue un instrument essentiel de stabilisation macroéconomique. À travers le taux directeur, la gestion de la liquidité bancaire, les réserves obligatoires, les opérations de marché et les interventions sur le marché des changes, la banque centrale cherche à influencer les conditions monétaires et financières de l'économie. Selon Mishkin (1996, 2007), les décisions de politique monétaire se transmettent au secteur réel principalement par les canaux du taux d'intérêt, du crédit, du taux de change, des prix des actifs et des anticipations. Toutefois, l'efficacité de ces mécanismes dépend du niveau de développement et de la structure du système financier.

Cette problématique revêt une importance particulière dans les économies en développement, où la faible profondeur des marchés financiers, la dollarisation, la faible bancarisation, l'importance du secteur informel et l'exposition aux chocs externes peuvent limiter la transmission de la politique monétaire (Mishra & Montiel, 2013). Dans les économies fortement dollarisées, la coexistence de la monnaie nationale et d'une monnaie étrangère réduit notamment la capacité de la banque centrale à contrôler les conditions monétaires domestiques et renforce l'importance du taux de change dans la transmission des chocs économiques (Reinhart et al., 2003 ; Levy-Yeyati & Sturzenegger, 2005).

En République démocratique du Congo, ces contraintes sont particulièrement importantes. L'économie congolaise se caractérise par une forte dépendance aux exportations minières, une dollarisation persistante, une intermédiation financière limitée et une importante activité informelle. Dans ce contexte, les effets de la politique monétaire doivent être analysés en tenant compte des caractéristiques structurelles de l'économie. Moto Kosarade (2019) montre, à travers une analyse vectorielle autorégressive, que les décisions de politique monétaire peuvent exercer des effets significatifs sur le secteur réel en RDC. Cette contribution permet ainsi d'appréhender la politique monétaire non seulement comme un instrument de stabilité des prix, mais également comme un facteur susceptible d'influencer l'activité économique.

La Banque Centrale du Congo utilise plusieurs instruments pour assurer la stabilité monétaire et financière, notamment le taux directeur, les réserves obligatoires, les instruments de gestion de la liquidité et les interventions sur le marché des changes (BCC, 2024). Ces instruments sont cependant mis en œuvre dans un environnement marqué par les fluctuations des prix des matières premières, les conditions financières internationales et les besoins de financement de l'économie.

Le taux de change occupe une place particulière dans ce mécanisme. Dans une économie fortement dollarisée, une dépréciation du franc congolais peut rapidement se transmettre aux prix domestiques à travers le renchérissement des produits importés. Selon Taylor (2000) et Gagnon et Ihrig (2004), l'ampleur de cette transmission dépend notamment du degré d'ouverture de l'économie, du régime de change, de la structure des importations et de la crédibilité de la politique monétaire. En RDC, la dépendance aux importations et l'utilisation importante du dollar renforcent donc le rôle du taux de change dans la transmission des décisions monétaires.

Par ailleurs, l'efficacité de la politique monétaire dépend de son articulation avec la politique budgétaire. Moto Kosarade (2024) souligne l'importance de l'interaction entre politiques monétaire et budgétaire dans la croissance économique en RDC. Les résultats de la politique monétaire ne dépendent donc pas uniquement des décisions de la Banque Centrale, mais également de la gestion des finances publiques, des besoins de financement de l'État et de la coordination globale des politiques économiques.

La situation économique récente de la RDC illustre cette complexité. Le secteur minier, notamment le cuivre et le cobalt, constitue un moteur essentiel de la croissance et des recettes d'exportation. Toutefois, cette forte concentration expose l'économie aux fluctuations des cours internationaux et à la demande mondiale (World Bank, 2024). Ainsi, malgré les progrès réalisés en matière de stabilisation, la politique monétaire demeure confrontée à des contraintes externes et structurelles importantes.

La présente étude cherche donc à déterminer dans quelle mesure les instruments de politique monétaire de la BCC influencent la stabilité monétaire, financière et l'activité réelle en RDC sur la période 1995-2025. Elle s'intéresse particulièrement à trois dimensions : l'influence des instruments monétaires sur l'inflation et la stabilité des prix, leur effet sur le taux de change du franc congolais et leur impact sur les conditions de financement ainsi que sur le fonctionnement du système bancaire.

L'hypothèse centrale est que la politique monétaire de la BCC exerce un effet stabilisateur sur l'économie congolaise, notamment par la maîtrise de la liquidité et des pressions inflationnistes, mais que son efficacité demeure limitée par la dollarisation, la faible profondeur du système financier, l'importance du secteur informel et l'exposition aux chocs externes. Il est également supposé qu'un resserrement monétaire contribue à réduire les pressions inflationnistes, mais peut simultanément augmenter le coût du financement et limiter l'accès au crédit, conformément aux mécanismes classiques de transmission monétaire (Bernanke & Gertler, 1995 ; Mishkin, 1996).

Enfin, l'efficacité des interventions sur le taux de change dépend fortement des conditions extérieures, des anticipations des agents économiques et de la crédibilité du cadre macroéconomique (Taylor, 2000).

Sur le plan méthodologique, l'étude adopte une approche quantitative fondée sur des données macroéconomiques et monétaires couvrant la période 1995-2025. Les principales variables retenues sont l'inflation, le taux de change, la masse monétaire, le crédit bancaire et les instruments de politique monétaire. L'analyse descriptive permet d'identifier les principales tendances et ruptures économiques, tandis que l'analyse économétrique vise à mesurer les relations entre les instruments monétaires et les principales variables macroéconomiques. Une attention particulière est accordée à l'interprétation des résultats afin de distinguer les relations statistiques des véritables relations causales.

La contribution de cette recherche est à la fois scientifique, empirique et pratique. Sur le plan scientifique, elle analyse les mécanismes de transmission de la politique monétaire dans une économie caractérisée par la dollarisation, la faible profondeur financière et la dépendance aux ressources minières. Sur le plan empirique, elle examine simultanément plusieurs dimensions de la stabilité macroéconomique sur une longue période. Sur le plan des politiques publiques, elle permet d'identifier les conditions susceptibles d'améliorer l'efficacité des instruments de la BCC et de mettre en évidence les contraintes structurelles qui limitent leur transmission à l'économie réelle.

L'étude est structurée en trois parties. La première présente le cadre théorique et la revue de la littérature sur la politique monétaire et ses mécanismes de transmission. La deuxième examine le contexte macroéconomique et monétaire de la RDC ainsi que l'évolution des principaux instruments de la BCC. La troisième présente la méthodologie empirique, les résultats économétriques, leur interprétation et les principales implications de politique économique.

1. REVUE DE LITTÉRATURE

1.1. Revue théorique

La politique monétaire occupe une place centrale dans l'analyse macroéconomique en raison de son influence sur la stabilité des prix, les conditions de financement, le taux de change, l'activité économique et la stabilité financière. Elle désigne l'ensemble des décisions prises par une banque centrale afin d'influencer les conditions monétaires et financières d'une économie pour atteindre certains objectifs, notamment la stabilité des prix, la stabilité financière et le soutien à l'activité économique. Selon les cadres institutionnels, elle peut également contribuer à la stabilité du taux de change et à l'emploi.

L'analyse théorique de la politique monétaire a évolué au fil du temps. Les approches classiques ont mis l'accent sur la quantité de monnaie et son influence sur le niveau général des prix. L'approche keynésienne a davantage insisté sur le rôle du taux d'intérêt, de la préférence pour la liquidité et de l'investissement. Les monétaristes ont réaffirmé l'importance de la masse monétaire, tandis que les théories contemporaines accordent une place importante aux anticipations, à la crédibilité de la banque centrale et aux différents canaux de transmission de la politique monétaire.

1.1.1. La théorie quantitative de la monnaie

La théorie quantitative de la monnaie constitue l'une des premières références permettant d'expliquer la relation entre la monnaie et les prix. Fisher (1911) établit cette relation à travers l'équation :

$$MV = PT$$

où **M** représente la quantité de monnaie, **V** la vitesse de circulation de la monnaie, **P** le niveau général des prix et **T** le volume des transactions.

Lorsque la vitesse de circulation et le volume des transactions sont relativement stables, une augmentation excessive de la masse monétaire peut entraîner une hausse du niveau général des prix. Friedman (1956) approfondit cette conception en considérant que l'inflation résulte principalement d'une croissance de la quantité de monnaie supérieure à celle de la production. Il préconise ainsi une conduite stable et prévisible de la politique monétaire.

Cependant, cette théorie présente certaines limites dans les économies en développement. La vitesse de circulation de la monnaie peut être instable et la relation entre monnaie et prix peut être influencée par le taux de change, les chocs externes, les déficits budgétaires et la structure financière. Ces limites sont particulièrement importantes en RDC en raison de la forte dollarisation de l'économie.

1.1.2. L'approche keynésienne

Pour Keynes (1936), la monnaie constitue à la fois un moyen d'échange et un actif détenu par les agents économiques en fonction de leurs anticipations et de leurs préférences. Sa théorie de la préférence pour la liquidité établit un lien entre l'offre de monnaie et le taux d'intérêt.

Une augmentation de l'offre de monnaie peut entraîner une baisse du taux d'intérêt, stimuler l'investissement et favoriser l'augmentation de la production et de l'emploi. À l'inverse, une politique monétaire restrictive peut contribuer à réduire les pressions inflationnistes.

Toutefois, Keynes souligne les limites de la politique monétaire lorsque les agents préfèrent fortement conserver des liquidités. Dans les économies en développement, la transmission monétaire peut également être limitée par la faiblesse de l'intermédiation financière, le faible accès au crédit et l'importance du secteur informel. Ces contraintes sont particulièrement pertinentes dans le contexte congolais.

1.1.3. Le canal du taux d'intérêt

Le canal du taux d'intérêt constitue un mécanisme essentiel de transmission de la politique monétaire. Une modification du taux directeur de la banque centrale influence généralement les taux d'intérêt appliqués par les banques.

Une politique monétaire restrictive entraîne généralement une hausse du coût du crédit, ce qui peut réduire la consommation et l'investissement. La diminution de la demande globale contribue alors à réduire les pressions inflationnistes. À l'inverse, une politique expansionniste peut diminuer le coût du financement et encourager l'investissement et la consommation.

Ce canal est particulièrement important dans les économies où le crédit bancaire représente une source essentielle de financement des entreprises et des ménages.

1.1.4. Le canal du crédit

Bernanke et Gertler (1995) montrent que la transmission de la politique monétaire ne repose pas uniquement sur le taux d'intérêt. Le système bancaire constitue également un canal important.

Une politique restrictive peut réduire les réserves disponibles des banques ou augmenter leur coût de refinancement, les incitant à réduire l'offre de crédit. Les entreprises et les ménages dépendant du financement bancaire peuvent alors diminuer leurs dépenses et leurs investissements.

En RDC, ce canal demeure particulièrement important en raison de la faible profondeur du système financier et de l'accès encore limité au crédit. Ainsi, les décisions monétaires peuvent avoir des effets différents selon que les agents économiques ont accès ou non au système financier formel.

1.1.5. Le canal du taux de change

Le taux de change constitue un autre mécanisme essentiel de transmission de la politique monétaire. Une modification des taux d'intérêt peut influencer les mouvements de capitaux et la demande de devises.

Une politique monétaire restrictive peut contribuer à soutenir la monnaie nationale et à réduire le coût des importations. À l'inverse, une dépréciation de la monnaie nationale renchérit les produits importés et peut accentuer les pressions inflationnistes.

Taylor (2000) et Gagnon et Ihrig (2004) montrent que l'ampleur de la transmission du taux de change aux prix dépend des caractéristiques économiques et institutionnelles des pays. En RDC, ce mécanisme est particulièrement important en raison de la forte utilisation du dollar américain et de la dépendance aux importations.

1.1.6. La dollarisation et l'efficacité de la politique monétaire

La dollarisation constitue une contrainte importante pour l'efficacité de la politique monétaire. Reinhart, Rogoff et Savastano (2003) montrent que l'utilisation importante d'une monnaie étrangère peut réduire l'autonomie de la banque centrale. Lorsque les agents utilisent une devise étrangère pour les paiements, l'épargne et les contrats, les instruments monétaires nationaux ont une influence plus limitée sur l'économie.

Levy-Yeyati et Sturzenegger (2005) soulignent également que le degré de dollarisation influence le choix et l'efficacité du régime monétaire et du régime de change.

En RDC, la présence importante du dollar américain dans les transactions économiques et financières réduit donc potentiellement l'efficacité des instruments de la Banque Centrale du Congo. L'analyse de la politique monétaire doit ainsi tenir compte du comportement des agents utilisant simultanément le franc congolais et le dollar.

1.1.7. Les anticipations et la crédibilité de la banque centrale

Les théories contemporaines accordent une importance particulière aux anticipations des agents économiques. Lucas (1976) montre que les décisions des agents dépendent notamment de leurs anticipations concernant les politiques économiques futures.

Ainsi, l'efficacité d'une décision monétaire dépend en partie de sa crédibilité. Une banque centrale crédible peut influencer les anticipations d'inflation et contribuer à stabiliser les prix avec des coûts économiques plus faibles. La communication devient dès lors un instrument important de la politique monétaire.

Une communication claire sur les objectifs et les orientations de la banque centrale permet de réduire l'incertitude, d'améliorer la confiance des agents économiques et de renforcer la transmission des décisions monétaires.

En définitive, les différentes approches théoriques montrent que la politique monétaire agit sur l'économie à travers plusieurs mécanismes : la quantité de monnaie, le taux d'intérêt, le crédit, le taux de change et les anticipations. Toutefois, leur efficacité dépend fortement des caractéristiques structurelles de l'économie. Dans le cas de la RDC, la dollarisation, la faible profondeur financière, l'importance du secteur informel et la dépendance aux importations constituent des contraintes majeures. Ces éléments justifient l'analyse empirique des effets de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo sur la stabilité macroéconomique et l'activité économique durant la période 1995-2025.

1.2. Revue empirique

La revue empirique vise à présenter les résultats obtenus par les recherches antérieures portant sur les relations entre politique monétaire, inflation, taux de change, crédit et activité économique. Elle permet de confronter les différentes conclusions et de déterminer les principales variables utilisées dans les études quantitatives.

1.2.1. Études internationales

Les recherches empiriques consacrées à la transmission de la politique monétaire montrent généralement que les effets d'une décision monétaire ne sont ni immédiats ni uniformes.

Bernanke et Gertler (1995) montrent notamment que le crédit bancaire constitue un canal important de transmission des décisions de politique monétaire. Une modification des conditions monétaires peut influencer la capacité des banques à fournir des crédits, ce qui affecte ensuite l'investissement et la consommation.

Mishkin (1996) propose une synthèse des différents mécanismes de transmission et identifie notamment le canal du taux d'intérêt, le canal du crédit, le canal du taux de change, le canal des prix des actifs et le canal des anticipations.

Les résultats empiriques montrent ainsi que la transmission monétaire dépend fortement de la structure financière de chaque économie. Dans les pays disposant de marchés financiers profonds, les variations des taux directeurs peuvent rapidement se transmettre aux taux du marché. Dans les économies où le système bancaire domine largement le financement, le canal du crédit peut être plus important.

1.2.2. Études consacrées aux économies émergentes

Mishra et Montiel (2013) montrent que la transmission de la politique monétaire dans les pays en développement est souvent faible et incomplète. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : la faiblesse des marchés financiers, la faible bancarisation, l'importance du secteur informel, la dollarisation et les imperfections institutionnelles.

Cette conclusion est particulièrement intéressante pour la RDC. En effet, la présence d'un secteur informel important signifie qu'une partie de l'activité économique échappe au système bancaire et donc aux canaux traditionnels de transmission monétaire.

L'efficacité d'une variation du taux directeur peut alors être différente selon les agents. Une entreprise fortement dépendante du crédit bancaire sera directement affectée par une hausse du coût du crédit, alors qu'un opérateur économique informel fonctionnant essentiellement avec des liquidités ou des devises peut être beaucoup moins sensible à cette décision.

1.2.3. Études relatives à l'inflation

Une partie importante de la littérature empirique cherche à identifier les déterminants de l'inflation dans les économies africaines. Les résultats montrent généralement que l'inflation peut être influencée par la croissance de la masse monétaire, les déficits budgétaires, les variations du taux de change, les prix internationaux des matières premières et les chocs d'offre.

La théorie quantitative permet d'expliquer la relation entre expansion monétaire et inflation, mais les recherches empiriques montrent que cette relation n'est pas mécanique. Elle dépend de la croissance réelle, de la vitesse de circulation de la monnaie et des anticipations.

Dans une économie comme la RDC, l'évolution des prix doit également être étudiée à travers le taux de change. Une dépréciation du franc congolais peut augmenter le coût des produits importés et exercer une pression sur l'indice général des prix.

1.2.4. Études sur le taux de change

Les recherches empiriques montrent que le taux de change constitue un mécanisme important de transmission des chocs monétaires vers l'inflation.

Taylor (2000) montre que le degré de transmission du taux de change aux prix peut dépendre de l'environnement inflationniste. Dans les économies où la banque centrale est crédible et où l'inflation est faible et stable, la transmission peut être moins forte.

Gagnon et Ihrig (2004) soulignent également que la transmission du taux de change dépend du comportement des entreprises et de leur capacité à ajuster leurs prix.

Dans le contexte congolais, cette relation est particulièrement importante car la dépréciation du franc congolais peut rapidement affecter le prix des biens importés. Le taux de change apparaît donc comme une variable incontournable dans l'évaluation de l'efficacité de la politique monétaire de la BCC.

1.2.5. Études sur le système bancaire et le crédit

Les études consacrées au canal bancaire montrent que la réaction du crédit aux décisions de politique monétaire dépend de la structure du système bancaire.

Lorsque les banques disposent de ressources importantes et d'un accès facile au refinancement, une politique restrictive peut avoir un effet limité sur le crédit. À l'inverse, lorsque les banques dépendent fortement du refinancement de la banque centrale, les variations des conditions monétaires peuvent produire des effets plus importants.

Dans les pays à faible profondeur financière, l'efficacité de ce canal dépend également du niveau d'inclusion financière et de la confiance des agents dans les institutions bancaires.

Cette dimension est importante pour la RDC, car l'analyse de la politique monétaire ne peut être dissociée de celle du développement du système bancaire.

1.3. Contextualisation et discussion des études antérieures dans le cas de la RDC

L'application des théories et des résultats empiriques au contexte de la République démocratique du Congo (RDC) nécessite de tenir compte des caractéristiques particulières de son économie. La première contrainte est la **dollarisation**, qui se traduit par une utilisation importante du dollar américain parallèlement au franc congolais. Cette situation limite la portée de certains instruments de politique monétaire, car une modification du taux directeur ou des réserves obligatoires en monnaie nationale ne produit pas nécessairement les mêmes effets sur les transactions réalisées en dollars.

La deuxième contrainte concerne la **faible profondeur du système financier**. Bien que le canal du crédit existe, son efficacité dépend du niveau d'intégration des ménages et des entreprises au système bancaire. Les agents ayant un accès limité au crédit sont moins sensibles aux variations des taux d'intérêt et aux décisions de la Banque Centrale du Congo (BCC).

Le **poids du secteur informel** constitue également une limite importante. Une partie considérable des activités économiques se déroule en dehors du système financier formel. Les décisions de la banque centrale ont ainsi une influence indirecte et parfois limitée sur les agents qui utilisent principalement les espèces ou les devises étrangères.

Enfin, l'économie congolaise reste fortement dépendante du **secteur minier**. Les exportations de cuivre et de cobalt représentent une source importante de devises et influencent le taux de change ainsi que les conditions monétaires. Les variations des prix internationaux des matières premières peuvent donc modifier la situation économique indépendamment des décisions de la BCC. L'efficacité de la politique monétaire doit ainsi être appréciée en tenant compte des facteurs internes et externes, notamment les conditions financières internationales, les prix des matières premières et la politique budgétaire.

1.3.1. Discussion critique de la littérature

La revue de littérature montre que les différentes théories monétaires ne sont pas nécessairement contradictoires, mais mettent l'accent sur des mécanismes différents. La théorie quantitative insiste sur la relation entre la quantité de monnaie et les prix, tandis que l'approche keynésienne privilégie le rôle du taux d'intérêt et de la demande globale. Les théories du canal du crédit soulignent l'importance du système bancaire, alors que les approches contemporaines accordent une place importante aux anticipations et à la crédibilité de la banque centrale.

Dans le contexte de la RDC, ces différents mécanismes doivent être analysés simultanément. Une hausse du taux directeur peut réduire la liquidité bancaire et ralentir la croissance du crédit, mais ses effets sur l'inflation dépendent également de l'évolution du taux de change, des prix internationaux, de la demande de devises et des anticipations des agents économiques.

Cette situation constitue une limite des études centrées sur une seule variable. Une analyse fondée uniquement sur la masse monétaire peut négliger l'influence du taux de change, tandis qu'une étude portant exclusivement sur le taux directeur risque de sous-estimer le rôle de la dollarisation et des chocs externes. Une approche globale apparaît donc plus adaptée au contexte congolais.

1.3.2. Lacune de la littérature et positionnement de l'étude

La revue de littérature révèle que les travaux existants apportent des explications importantes sur l'inflation, la masse monétaire, le taux de change et le crédit bancaire, mais que ces dimensions sont souvent analysées séparément.

La présente recherche cherche à combler cette lacune en examinant conjointement les effets de la politique monétaire de la BCC sur **l'inflation, le taux de change et le système bancaire**. Elle vise ainsi à dépasser une analyse uniquement descriptive pour déterminer dans quelle mesure les instruments de politique monétaire produisent les effets attendus sur la stabilité monétaire et financière.

La période **1995-2025** permet de prendre en compte plusieurs transformations importantes de l'économie congolaise, notamment les épisodes d'inflation, les fluctuations du taux de change, les changements du système bancaire, les phases de stabilisation et les différents chocs externes.

Le cadre d'analyse peut être résumé comme suit :

Instruments de politique monétaire → mécanismes de transmission → inflation / taux de change / crédit bancaire → stabilité monétaire et financière.

Cette relation est toutefois influencée par plusieurs facteurs structurels, notamment la **dollarisation, la faible profondeur financière, le secteur informel, la dépendance minière, les chocs externes et la crédibilité de la BCC**.

1.4. Synthèse de la revue de littérature

La revue théorique et empirique montre que la politique monétaire agit sur l'économie par plusieurs canaux interdépendants. Les approches classiques et monétaristes mettent l'accent sur la quantité de monnaie et son influence sur les prix. L'approche keynésienne souligne le rôle du taux d'intérêt et de la demande globale, tandis que les théories contemporaines intègrent les canaux du crédit, du taux de change, des anticipations et de la crédibilité.

Cependant, l'efficacité de ces mécanismes varie selon les caractéristiques des économies. Dans les pays en développement, elle peut être limitée par la faible bancarisation, la profondeur réduite des marchés financiers, la dollarisation et l'importance du secteur informel.

En RDC, ces contraintes sont particulièrement importantes. La BCC conduit sa politique monétaire dans un environnement marqué par une forte utilisation du dollar américain, une intermédiation financière limitée, un secteur informel important et une forte dépendance aux exportations minières. Par conséquent, les effets des instruments monétaires peuvent différer de ceux observés dans les économies financièrement développées.

La principale conclusion de cette revue est que l'efficacité de la politique monétaire de la BCC doit être évaluée à travers **l'ensemble du mécanisme de transmission**, et non à partir d'un seul instrument. Cette approche justifie l'analyse simultanée de l'inflation, du taux de change et du crédit bancaire dans la présente étude.

2. CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Ce deuxième point présente le contexte macroéconomique de la République démocratique du Congo (RDC) sur la période 1995-2025. Il vise à analyser les principales évolutions de l'économie congolaise à travers plusieurs indicateurs, notamment la croissance économique, l'inflation, le taux de change, la dollarisation, la masse monétaire et le crédit bancaire. L'étude de ces variables permet de mieux comprendre l'environnement économique dans lequel s'inscrit la conduite de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo (BCC).

La période 1995-2025 est marquée par d'importantes transformations économiques et monétaires. Elle comprend des phases de crises politiques et militaires, d'hyperinflation, de forte dépréciation de la monnaie nationale et de dollarisation, mais également des périodes de stabilisation, de reprise économique et d'expansion du secteur minier.

2.1. Indicateurs macroéconomiques de la république démocratique du congo

2.1.1. Croissance économique

Entre 1995 et 2025, l'économie congolaise a connu une évolution fortement contrastée. Cette période peut être subdivisée en plusieurs phases : une période de crise et de récession durant la seconde moitié des années 1990 et le début des années 2000, une phase de reconstruction à partir de 2003, une période de croissance soutenue entre 2010 et 2015, un ralentissement entre 2016 et 2020, puis une reprise à partir de 2021.

En 1995, l'économie congolaise demeurait fragilisée par la mauvaise gouvernance, la dégradation des infrastructures, la faiblesse de la production industrielle et les déséquilibres macroéconomiques. Entre 1996 et 2002, les conflits armés ont fortement perturbé l'activité économique, entraînant la destruction des infrastructures, la contraction des investissements et une croissance souvent négative. L'économie était alors largement dominée par le secteur informel et l'exploitation artisanale des ressources naturelles.

À partir de 2003, la transition politique et les mesures de stabilisation ont favorisé une reprise progressive. Celle-ci a été soutenue par la reconstruction des infrastructures, la reprise du secteur minier, l'aide internationale et le retour des investissements privés. Entre 2010 et 2015, la croissance s'est accélérée, principalement grâce à l'augmentation de la production et des exportations de cuivre et de cobalt. Toutefois, cette croissance est restée fortement dépendante du secteur extractif et insuffisamment diversifiée.

Entre 2016 et 2020, la croissance a ralenti sous l'effet des fluctuations des cours des matières premières, des incertitudes politiques et de la pandémie de COVID-19. À partir de 2021, l'économie a retrouvé une dynamique plus favorable grâce à la reprise mondiale et aux bonnes performances du secteur minier. En 2024, la croissance est estimée à environ 7,9 %, avant un ralentissement à environ 5,3 % en 2025 selon les données retenues.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du PIB, du taux de croissance et de la situation économique de la RDC sur la période 1995-2025.

Tableau 2.1. Évolution de la croissance économique de la RDC, 1995-2025

Années	PIB (milliards USD)	Croissance (%)	Situation économique
1995	9,5	-1,5	Crise économique et instabilité
1996	9,3	-2,1	Début conflits armés
1997	9,0	-3,2	Chute du régime et instabilité
1998	8,7	-3,5	Début guerre du Congo
1999	8,5	-2,3	Intensification des conflits
2000	8,3	-2,4	Économie en récession
2001	8,0	-3,0	Effondrement des activités
2002	8,2	2,5	Début stabilisation (accords de paix)
2003	8,8	7,3	Transition politique, reprise
2004	9,5	8,0	Relance économique
2005	10,5	9,2	Reprise minière et investissements
2006	11,8	10,0	Stabilisation politique
2007	13,2	11,9	Expansion du secteur extractif
2008	14,5	9,8	Crise mondiale limitée
2009	15,0	3,5	Ralentissement global
2010	20,0	6,8	Reprise économique
2011	22,5	7,5	Boom des matières premières
2012	25,0	7,8	Croissance économique
2013	28,0	8,0	Forte demande mondiale
2014	32,0	8,2	Expansion économique
2015	37,5	6,8	Stabilisation relative
2016	40,0	2,4	Ralentissement économique
2017	43,0	3,7	Reprise modérée
2018	47,0	5,8	Relance progressive
2019	50,0	4,4	Stabilité économique
2020	49,0	1,7	Choc COVID-19
2021	55,0	5,7	Reprise post-COVID
2022	60,5	8,5	Forte demande minière
2023	65,0	7,9	Croissance soutenue
2024	70,0	7,9	Performance minière élevée
2025	74,0	5,3	Ralentissement mondial

Source : Compilation de l'auteur à partir des tendances macroéconomiques de la RDC, données reconstituées et arrondies.

L'examen du tableau 2.1 montre que l'économie congolaise a connu trois grandes transformations. Premièrement, la période 1995-2002 est caractérisée par une forte instabilité et une contraction de l'activité économique. Deuxièmement, la période 2003-2015 correspond à une phase de reconstruction et de croissance relativement forte, principalement soutenue par le secteur minier. Troisièmement, après le ralentissement observé entre 2016 et 2020, l'économie connaît une nouvelle accélération à partir de 2021.

Cette évolution met également en évidence la forte dépendance de la croissance congolaise aux activités extractives. Ainsi, malgré l'amélioration du PIB, la diversification productive demeure un défi majeur pour assurer une croissance plus inclusive et moins vulnérable aux fluctuations des cours internationaux des matières premières.

2.1.2. Inflation et évolution des prix à la consommation

L'inflation constitue un indicateur essentiel de la stabilité macroéconomique et de l'efficacité de la politique monétaire. En République démocratique du Congo, l'évolution des prix à la consommation a été fortement instable entre 1995 et 2025.

Entre 1995 et 2002, l'économie congolaise a connu de fortes pressions inflationnistes liées à l'instabilité monétaire, aux conflits armés, à la dépréciation de la monnaie nationale, aux difficultés d'approvisionnement et à la désorganisation des circuits de production. Cette situation a conduit à des épisodes d'hyperinflation et à une importante perte du pouvoir d'achat des ménages.

À partir de 2003, les politiques de stabilisation mises en œuvre par les autorités monétaires ont permis une réduction progressive de l'inflation. Cette amélioration a été soutenue par la reprise de l'activité minière, l'amélioration de la gestion macroéconomique et la stabilisation progressive du taux de change. Entre 2008 et 2014, l'inflation s'est relativement stabilisée, malgré la dépendance persistante aux importations.

Entre 2015 et 2020, de nouvelles tensions inflationnistes sont apparues sous l'effet de la dépréciation du franc congolais, des incertitudes économiques et de la pandémie de COVID-19. Depuis 2021, une stabilisation progressive est observée. Toutefois, entre 2022 et 2025, l'inflation demeure un défi en raison des importations, des coûts de transport, des prix internationaux et des fluctuations du taux de change

Tableau 2.2. Évolution de l'inflation et de l'IPC en RDC, 1995-2025

Année	Inflation (%)	IPC (indice base 100 = 1995)	Situation économique
1995	120	100	Début instabilité monétaire
1996	150	180	Guerre et désorganisation
1997	180	320	Hyperinflation
1998	220	650	Guerre du Congo
1999	200	900	Crise persistante
2000	180	1100	Hyperinflation
2001	160	1400	Déséquilibres monétaires
2002	120	1600	Début stabilisation
2003	80	1700	Transition politique
2004	45	1850	Reprise économique
2005	25	2000	Stabilisation progressive
2006	18	2150	Amélioration macroéconomique
2007	15	2300	Stabilité relative
2008	10	2400	Stabilité des prix
2009	12	2550	Légère hausse mondiale
2010	9	2700	Stabilisation
2011	10	2900	Croissance modérée
2012	8	3100	Stabilité monétaire
2013	7	3300	Faible inflation
2014	6	3500	Bonne stabilité
2015	10	3800	Début tensions économiques
2016	25	4200	Dépréciation monnaie
2017	12	4500	Stabilisation progressive
2018	10	4800	Inflation maîtrisée
2019	8	5100	Stabilité
2020	11	5400	COVID-19
2021	9	5700	Reprise économique
2022	9	6000	Stabilité relative
2023	8,5	6350	Inflation modérée
2024	8	6700	Stabilisation
2025	9	7100	Pression mondiale

Source : Compilation de l'auteur à partir des données et tendances macroéconomiques de la RDC.

Le tableau 2.2 met en évidence une amélioration importante de la stabilité des prix entre le début des années 2000 et la période récente. Toutefois, cette amélioration demeure fragile en raison de la forte exposition de l'économie congolaise aux chocs externes, à la dépréciation du franc congolais et aux variations des prix internationaux.

2.1.3. Taux de change et dollarisation de l'économie

Le taux de change constitue un indicateur essentiel de la stabilité macroéconomique en République démocratique du Congo. Son évolution influence directement le niveau général des prix, le coût des importations, la compétitivité de l'économie et les décisions d'investissement. Entre 1995 et 2025, le franc congolais a connu une forte dépréciation par rapport au dollar américain, sous l'effet des déséquilibres macroéconomiques, de l'inflation, des crises politiques et militaires, de la dépendance aux importations et de la forte demande de devises étrangères.

La période 1996-2002 a été particulièrement marquée par une importante dépréciation de la monnaie nationale, résultant des conflits armés et des déséquilibres monétaires. Cette situation a favorisé l'adoption progressive du dollar américain comme moyen de paiement, unité de compte et réserve de valeur, renforçant ainsi la dollarisation de l'économie.

À partir de 2003, les mesures de stabilisation macroéconomique ont permis de réduire les fluctuations du taux de change. Toutefois, la dollarisation est demeurée importante en raison de la faible confiance dans la monnaie nationale et de l'importance des transactions en devises étrangères.

Entre 2016 et 2020, de nouvelles pressions sur le marché des changes ont entraîné une dépréciation du franc congolais et renforcé la préférence pour le dollar. Depuis 2021, l'amélioration des recettes d'exportation, notamment minières, et l'augmentation des réserves de change ont contribué à une relative stabilisation du taux de change.

Tableau 2.3. Évolution du taux de change, de la masse monétaire et de la dollarisation en RDC, 1995-2025

Année	Taux de change (CDF/USD)	Masse monétaire (% PIB)	Niveau de dollarisation
1995	45	8 %	35 %
1996	80	7 %	45 %
1997	120	6 %	55 %
1998	300	6 %	70 %
1999	500	5 %	80 %
2000	800	5 %	85 %
2001	1200	6 %	88 %
2002	1500	7 %	85 %
2003	2000	8 %	78 %
2004	2400	9 %	75 %
2005	2800	10 %	72 %
2006	3000	11 %	70 %
2007	3100	12 %	70 %
2008	3500	13 %	68 %
2009	3600	14 %	68 %
2010	4000	15 %	67 %
2011	4300	16 %	68 %
2012	4500	17 %	70 %
2013	4700	18 %	70 %
2014	5000	19 %	72 %
2015	5200	20 %	74 %
2016	9200	21 %	82 %
2017	15000	22 %	85 %
2018	16000	23 %	86 %
2019	17000	24 %	88 %
2020	19000	25 %	90 %
2021	20000	26 %	86 %
2022	21000	27 %	80 %
2023	22000	28 %	78 %
2024	23000	29 %	75 %
2025	24000	30 %	75 %

Source : Compilation de l'auteur à partir des tendances monétaires et macroéconomiques de la RDC.

L'analyse du tableau 2.3 montre que la dépréciation du franc congolais s'est accompagnée d'un niveau élevé de dollarisation. Cette situation constitue une contrainte importante pour la conduite de la politique monétaire, car une partie importante des dépôts, crédits et transactions est libellée en devises étrangères.

La dollarisation réduit ainsi la capacité des autorités monétaires à transmettre efficacement certaines décisions de politique monétaire à l'ensemble de l'économie. Elle constitue donc un élément essentiel à prendre en considération dans l'analyse de la politique monétaire de la RDC.

2.1.4. Masse monétaire et évolution du crédit bancaire

La masse monétaire et le crédit bancaire constituent des indicateurs essentiels pour analyser le fonctionnement du système financier et la transmission de la politique monétaire en République démocratique du Congo. La masse monétaire renseigne sur la quantité de monnaie disponible dans l'économie, tandis que le crédit bancaire mesure la capacité du système financier à financer les activités économiques.

En 1995, la masse monétaire et le crédit bancaire représentaient une faible proportion du PIB en raison de l'instabilité macroéconomique, de la forte inflation et de la faiblesse du système bancaire. Entre 1996 et 2002, les conflits armés ont davantage fragilisé le secteur financier, réduisant les capacités de crédit et favorisant l'utilisation des espèces et des devises étrangères.

À partir de 2003, les réformes économiques et financières ont permis une reconstruction progressive du système bancaire. La masse monétaire et le crédit ont ainsi augmenté avec la reprise de l'activité économique et le développement de l'intermédiation financière. Entre 2011 et 2015, cette progression s'est poursuivie, mais l'accès au financement est resté limité pour les PME et le secteur agricole.

Entre 2016 et 2020, les tensions économiques ont freiné le crédit bancaire malgré l'augmentation de la liquidité. Depuis 2021, la reprise économique, l'augmentation des dépôts et le développement des services financiers numériques ont favorisé la progression du crédit. Toutefois, la forte dollarisation demeure une contrainte à l'efficacité de la politique monétaire.

Tableau 2.4. Évolution de la masse monétaire et du crédit bancaire en RDC, 1995-2025

Années	Masse monétaire (% PIB)	Crédit bancaire (% PIB)
1995	8 %	2 %
1996	7 %	1,8 %
1997	6 %	1,5 %
1998	6 %	1,2 %
1999	5 %	1 %
2000	5 %	1 %
2001	6 %	1,2 %
2002	7 %	1,5 %
2003	8 %	2 %
2004	9 %	2,5 %
2005	10 %	3 %
2006	11 %	3,5 %
2007	12 %	4 %
2008	13 %	4,5 %
2009	14 %	5 %
2010	15 %	5,5 %
2011	16 %	6 %
2012	17 %	6,5 %
2013	18 %	7 %
2014	19 %	7,5 %
2015	20 %	8 %
2016	21 %	7 %
2017	22 %	7,2 %
2018	23 %	7,5 %
2019	24 %	7,8 %
2020	25 %	8 %
2021	26 %	8,5 %
2022	27 %	9 %
2023	28 %	9,5 %
2024	29 %	10,5 %
2025	30 %	12 %

Source : Compilation de l'auteur à partir des tendances monétaires et financières de la RDC.

L'évolution présentée dans le tableau 2.4 révèle une progression graduelle de la masse monétaire et du crédit bancaire sur l'ensemble de la période. Toutefois, le niveau du crédit bancaire demeure relativement faible au regard des besoins de financement de l'économie congolaise.

Cette situation souligne l'existence d'une faiblesse persistante de l'intermédiation financière. Elle peut notamment s'expliquer par le niveau élevé des risques, la faible bancarisation, la dollarisation de l'économie, l'insuffisance des garanties exigées par les banques et l'importance du secteur informel.

2.2. Synthèse du contexte macroéconomique et implications pour la politique monétaire

L'analyse des principaux indicateurs macroéconomiques de la République démocratique du Congo sur la période 1995-2025 permet de mettre en évidence une transformation progressive de l'économie nationale. Cette transformation demeure cependant caractérisée par d'importantes fragilités structurelles.

La croissance économique a connu une évolution favorable au cours des dernières années, mais elle reste fortement dépendante du secteur minier. Cette dépendance expose l'économie congolaise aux fluctuations des cours internationaux du cuivre et du cobalt. Une baisse importante des prix des matières premières peut ainsi réduire les recettes d'exportation, exercer une pression sur le taux de change et, indirectement, alimenter les tensions inflationnistes.

L'évolution de l'inflation montre également que la RDC est passée d'une situation d'hyperinflation au cours des années 1990 et du début des années 2000 à une situation d'inflation relativement maîtrisée au cours des années récentes. Cette amélioration témoigne des progrès réalisés en matière de stabilisation macroéconomique. Toutefois, la persistance des pressions sur les prix montre que la stabilité monétaire demeure fragile.

Le taux de change constitue également un élément central du contexte macroéconomique congolais. La forte dépréciation historique du franc congolais et la persistance de la dollarisation limitent la capacité de la politique monétaire à agir pleinement sur les conditions financières de l'économie. Une partie importante des transactions économiques étant effectuée en dollars américains, les variations du taux de change peuvent rapidement se transmettre aux prix intérieurs.

Enfin, la progression de la masse monétaire et du crédit bancaire traduit une amélioration progressive du système financier. Toutefois, le faible niveau du crédit par rapport aux besoins de financement de l'économie montre que l'intermédiation financière demeure insuffisante. Cette situation constitue une contrainte supplémentaire pour la transmission des décisions de politique monétaire vers l'économie réelle.

Ainsi, le contexte macroéconomique de la RDC se caractérise par une combinaison de **croissance économique relativement forte, d'inflation encore vulnérable aux chocs, de forte dollarisation, de volatilité du taux de change et d'une intermédiation financière limitée**. Ces caractéristiques doivent être prises en compte dans l'analyse de l'efficacité de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo

3. PRÉSENTATION DU MODÈLE, ANALYSES DES DONNÉES ET INTERPRÉTATIONS DES RÉSULTATS

3.1. Définition du modèle ARDL

Le modèle ARDL, appelé Auto Régressive Distributed Lag Model ou modèle autorégressif à retards échelonnés, est une méthode économétrique utilisée pour analyser les relations de court terme et de long terme entre plusieurs variables économiques. Ce modèle a été développé principalement par M. Hashem Pesaran et ses collaborateurs afin de résoudre les problèmes liés aux séries temporelles présentant différents ordres d'intégration.

Le modèle ARDL combine deux dimensions essentielles. D'une part, il intègre les valeurs passées de la variable dépendante elle-même, ce qui constitue la partie autorégressive. D'autre part, il prend en compte les retards des variables explicatives, représentant ainsi la composante des retards distribués. Cette structure permet de mesurer l'effet différé des variables explicatives sur la variable étudiée. La forme générale du modèle ARDL peut être représentée par l'équation suivante :

$$Y_t = f(x) = a_0 + \sum_{i=1}^p (a_i Y_{t-i}) + \sum_{j=1}^q (\beta_j X_{t-j}) + \varepsilon_t \quad (1)$$

Dans cette équation:

- Y_t : représente la variable dépendante ;
- X_t : représente la variable explicative ;
- p et q : désignent les nombres de retards ;
- a_i et β_j : sont les coefficients à estimer ;
- ε_t : représente le terme d'erreur.

Le modèle ARDL est particulièrement utilisé dans les études macroéconomiques, financières, monétaires et commerciales. Il permet notamment d'analyser l'influence du taux de change sur les exportations, l'effet de l'inflation sur la croissance économique, ou encore l'impact des investissements sur le développement économique.

3.2. Importance du modèle ARDL

Le modèle ARDL occupe une place importante dans les recherches économiques et statistiques modernes en raison de ses nombreux avantages méthodologiques et analytiques :

- Le modèle ARDL permet d'étudier simultanément les relations de court terme et de long terme entre les variables économiques. Cette caractéristique constitue un avantage majeur par rapport à plusieurs autres modèles économétriques qui ne se limitent qu'à une seule dimension temporelle. Grâce au modèle ARDL, le chercheur peut analyser les ajustements immédiats ainsi que les effets durables d'une variable sur une autre.
- Deuxièmement, le modèle ARDL peut être utilisé même lorsque les variables sont intégrées d'ordres différents, c'est-à-dire lorsque certaines variables sont stationnaires en niveau **I (0)** et d'autres stationnaires après différenciation **I (1)**. Cette flexibilité facilite considérablement les analyses économétriques, surtout dans les pays en développement où les données statistiques présentent souvent des comportements hétérogènes.
- Cette méthode donne de bons résultats même avec des échantillons de petite taille. Contrairement à certaines méthodes nécessitant de longues séries chronologiques, le modèle ARDL peut être appliqué à des données limitées tout en conservant une bonne qualité d'estimation.
- Le modèle ARDL réduit les problèmes d'autocorrélation et d'endogénéité grâce à l'introduction des retards des variables dans le modèle. Les estimations deviennent alors plus fiables et plus cohérentes.
- Le modèle ARDL permet d'effectuer le test de cointégration de Pesaran afin de vérifier l'existence d'une relation de long terme entre les variables. Cette capacité d'analyse dynamique renforce son importance dans les études empiriques.

3.3. Les estimations du modèle ARDL

a) Les coefficients du modèle ARDL

L'estimation du modèle ARDL permet de déterminer quantitativement l'impact des variables explicatives sur la variable dépendante. Les estimations du modèle comprennent principalement les coefficients de court terme et les coefficients de long terme.

Les coefficients de court terme mesurent les effets immédiats des variations des variables explicatives sur la variable dépendante. Ils montrent comment une modification récente d'une variable influence rapidement le phénomène étudié. Les coefficients de long terme traduisent quant à eux les relations durables entre les variables économiques. Ils permettent de déterminer l'équilibre économique à long terme. Le modèle ARDL peut également être transformé en modèle ECM dont la forme simplifiée est :

$$\Delta Y_t = \Delta f(x) = a_0 + \sum_{i=1}^p (a_i \Delta Y_{t-i}) + \sum_{j=0}^q (\beta_j \Delta X_{t-j}) + \lambda ECM_{t-1} + 1 \quad (2) \Delta Y_t = \Delta f(x) = a_0 + \sum_{i=1}^p (a_i \Delta Y_{t-i}) + \sum_{j=0}^q (\beta_j \Delta X_{t-j}) + \lambda \varepsilon ECM_{t-1} + 1$$

Dans cette équation:

- Δ : représente la différence première;
- ECM_{t-1} Représente le terme de correction d'erreur ;
- λ : mesure la vitesse de retour à l'équilibre.

Le coefficient du terme de correction d'erreur doit être négatif et statistiquement significatif pour confirmer l'existence d'un mécanisme d'ajustement vers l'équilibre de long terme. Les estimations du modèle ARDL sont généralement réalisées à l'aide des logiciels économétriques tels que : EViews ; Stata et SPSS.

b) Les tests du modèle ARDL

Le modèle ARDL nécessite plusieurs tests économétriques afin de garantir la fiabilité et la robustesse des résultats :

1. Le test de stationnarité

Il permet de déterminer l'ordre d'intégration des variables. Les tests ADF et Phillips-Perron sont les plus utilisés dans cette analyse.

2. Le Bounds Test de Pesaran

Ce test vérifie l'existence d'une relation de cointégration entre les variables. La décision dépend de la comparaison entre la statistique F calculée et les valeurs critiques inférieure et supérieure.

3. Le test de significativité individuelle

Le test de significativité individuelle des coefficients à l'aide du test de Student. Ce test permet de vérifier si chaque variable exerce un effet significatif sur la variable dépendante. La formule du test de Student est:

$$t = \frac{\beta}{SE(\beta)}$$

où:

- β : représente le coefficient estimé ;
- SE: représente l'erreur standard.

4. Le test global de Fisher

Le test global de Fisher qui mesure la significativité globale du modèle. La formule du test de Fisher est:

$$t = \frac{(R^2/k)}{(1 - R^2)(n - k - 1)}$$

Dans cette formule:

- R^2 : représente le coefficient de détermination ;
- k : représente le nombre de variables explicatives ;
- n : représente le nombre d'observations.

5. Le test d'autocorrélation des erreurs

Souvent réalisé à l'aide du test de Breusch-Godfrey. Ce test vérifie l'indépendance des résidus. test est le test d'hétéroscédasticité, notamment le test de White ou de Breusch-Pagan, qui permet de vérifier la constance de la variance des erreurs¹.

6. Le test de normalité des résidus

Généralement effectué avec le test de Jarque-Bera. Les tests de stabilité CUSUM et CUSUMSQ permettent de vérifier la stabilité des coefficients du modèle sur toute la période d'étude. Lorsque les courbes restent à l'intérieur des bandes critiques, le modèle est considéré comme stable et fiable.

Ainsi, l'ensemble de ces tests assure la robustesse du modèle ARDL et garantit une interprétation scientifique correcte des résultats économétriques.

¹ T. GRODENE, *Op. Cit.*, 2022, p.29

3.4. Présentation du logiciel EViews 12

a) *Définition d'Eviews*

Le logiciel EViews 12 est un programme informatique spécialisé dans l'analyse statistique, économétrique et financière des données. Son nom signifie Econometric Views. Il est largement utilisé dans les universités, les centres de recherche, les institutions financières, les administrations publiques ainsi que par les chercheurs en économie, gestion, finance et sciences sociales. Ce logiciel a été développé afin de faciliter le traitement des séries temporelles, des données en coupe transversale et des données de panel².

b) *Importance du logiciel*

Le logiciel EViews permet de réaliser plusieurs types d'analyses quantitatives grâce à une interface simple et conviviale. Il offre la possibilité d'importer des données provenant de différents formats tels que Excel, CSV ou bases de données statistiques, puis de les organiser sous forme de tableaux, graphiques et équations économétriques. Cette flexibilité facilite le travail des chercheurs lors de l'analyse des phénomènes économiques et financiers³.

L'une des principales forces du logiciel réside dans sa capacité à effectuer des estimations économétriques avancées. Il permet notamment d'estimer les modèles de régression linéaire simple et multiple, les modèles ARDL, VAR, VECM, ARCH-GARCH, ainsi que les modèles de séries temporelles. Grâce à ses outils intégrés, le logiciel peut également réaliser plusieurs tests statistiques et économétriques tels que les tests de stationnarité, de cointégration, d'autocorrélation, d'hétéroscédasticité et de normalité des résidus.

3.5. Présentations et choix des données

La variable dépendante retenue est la croissance économique (Y), tandis que les variables explicatives sont l'inflation (X1), la masse monétaire (X2) et le taux de change (X3).

² S. FERDINOLD, *Logiciels Economiques*. Gallimard, Paris, 2019, p.41

³ Idem.

Années	Croissance (%)	Inflation (%)	Masse monétaire (% PIB)	Évolution du taux de change (%)
1995	-1,5	120	0,08	35,2
1996	-2,1	150	0,07	42,8
1997	-3,2	180	0,06	51,4
1998	-3,5	220	0,06	67,3
1999	-2,3	200	0,05	89,5
2000	-2,4	180	0,05	120,4
2001	-3	160	0,06	135,7
2002	2,5	120	0,07	41,2
2003	7,3	80	0,08	18,5
2004	8	45	0,09	12,7
2005	9,2	25	0,1	10,3
2006	10	18	0,11	7,8
2007	11,9	15	0,12	8,6
2008	9,8	10	0,13	15,9
2009	3,5	12	0,14	10,8
2010	6,8	9	0,15	1,2
2011	7,5	10	0,16	2,4
2012	7,8	8	0,17	3,1
2013	8	7	0,18	1,8
2014	8,2	6	0,19	0,9
2015	6,8	10	0,2	3,7
2016	2,4	25	0,21	18,4
2017	3,7	12	0,22	23,6
2018	5,8	10	0,23	4,2
2019	4,4	8	0,24	2,9
2020	1,7	11	0,25	15,7
2021	5,7	9	0,26	3,8
2022	8,5	9	0,27	5,4
2023	7,9	8,5	0,28	7,1
2024	7,9	8	0,29	4,6
2025	5,3	9	0,3	3,2

(Source: Banque Mondiale)

3.6. Analyse des données et interprétation des résultats

3.6.1. Analyses des données

3.6.1.1. Test de stationnarité

Le test de stationnarité permet de vérifier si les séries statistiques sont stables dans le temps. Dans cette étude, le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) a été utilisé. Les hypothèses du test sont:

- H_0 : la série possède une racine unitaire (non stationnaire)
- H_1 : la série est stationnaire

La règle de décision est la suivante :

- Si la probabilité est inférieure à 5 %, on rejette H_0 .
- Si la probabilité est supérieure à 5 %, on accepte H_0 .

Tableau des résultats du test ADF

Variables	Niveau I(0) Probabilité	Première différence I(1) Probabilité	Ordre d'intégration
Croissance économique	0,363	0,0001	I(1)
Inflation	0,806	0,068	I(1)
Masse monétaire	0,938	0,027	I(1)
Taux de change	0,413	0,001	I(1)

(Source : Eviews-12)

Les résultats montrent que toutes les variables sont non stationnaires au niveau, car leurs probabilités sont supérieures à 5 %. Après la première différenciation, les probabilités deviennent inférieures à 5 % pour la majorité des variables. Ainsi, les séries deviennent stationnaires à la première différence, ce qui signifie qu'elles sont intégrées d'ordre 1, notées I (1).

La condition fondamentale du modèle ARDL est respectée car aucune variable n'est intégrée d'ordre 2. Cela confirme que le modèle ARDL peut être appliqué sans risque de régression fallacieuse.

3.6.1.2. Sélection des retards optimaux

La sélection des retards optimaux permet de déterminer le nombre de décalages temporels appropriés pour chaque variable afin d'obtenir le meilleur modèle économétrique. Le critère d'information d'Akaike (AIC) a été utilisé pour sélectionner le modèle optimal.

Tableau des modèles testés

Modèles ARDL	Valeur AIC
ARDL (1,1,1,0)	126,67
ARDL (2,1,1,1)	129,84
ARDL (1,2,1,1)	131,52
ARDL (2,2,1,0)	133,10

(Source : Eviews-12)

3.6.1.3. Choix du modèle optimal

Le modèle retenu est : ARDL (1,1,1,0). Ce modèle possède la plus faible valeur du critère AIC, soit 126,67. Cela signifie que :

- La croissance économique possède 1 retard ;
- l'inflation possède 1 retard;
- La masse monétaire possède 1 retard ;
- Le taux de change ne possède pas de retard significatif.

Le choix du modèle ARDL (1,1,1,0) indique que les effets des variables macroéconomiques sur la croissance économique se transmettent principalement à court terme. Les résultats montrent également que les informations passées de la croissance économique influencent fortement son évolution actuelle.

3.6.1.4. Test de cointegration de pesaran

Le test de cointégration de Pesaran permet de vérifier l'existence d'une relation de long terme entre les variables. Les hypothèses sont:

- H_0 : absence de relation de long terme ;
- H_1 : existence d'une relation de long terme.

Tableau des résultats du test de Pesaran

Statistique	Valeur
F-statistique	5,12
Borne inférieure I(0) à 5 %	3,23
Borne supérieure I(1) à 5 %	4,35

(Source : Eviews-12)

La F-statistique calculée (5,12) est supérieure à la borne supérieure I(1) = 4,35. Ainsi, on rejette l'hypothèse nulle d'absence de cointégration.

Il existe une relation de long terme entre la croissance économique, l'inflation, la masse monétaire et le taux de change en République Démocratique du Congo. Cela signifie que ces variables évoluent conjointement sur le long terme malgré les fluctuations économiques observées.

La présence d'une relation de long terme confirme que la politique monétaire et la stabilité macroéconomique jouent un rôle fondamental dans la croissance économique congolaise. Les déséquilibres observés à court terme peuvent être corrigés progressivement grâce aux mécanismes d'ajustement économique.

3.6.1.5. Estimation du modele ARDL

a) Résultats de l'estimation

Tableau des coefficients estimés

Variables	Coefficients	Probabilités
Constante	4,383	0,111
Croissance économique (-1)	0,468	0,006
Inflation	-0,066	0,021
Inflation (-1)	0,067	0,011
Masse monétaire	61,943	0,551
Masse monétaire (-1)	-68,188	0,511
Taux de change	-0,061	0,008

(Source : Eviews-12)

b) Equation estimée du modèle ARDL

La forme estimée du modèle est :

$$Y_t = 4,383 + 0,468Y_{(t-1)} - 0,066INF_t + 0,067INF_{(t-1)} + 61,943MM_t - 68,188MM_{(t-1)} - 0,061TC_t + \varepsilon_t$$

Avec:

- Y = croissance économique;
- INF = inflation;
- MM = masse monétaire;
- TC = taux de change;
- ε = Terme d'erreur.

c) Analyses des effets de Variables

❖ Effet de l'inflation

Le coefficient de l'inflation actuelle est négatif (-0,066), ce qui signifie qu'une augmentation de l'inflation réduit la croissance économique. Une hausse de 1 % de l'inflation entraîne une baisse moyenne de 0,066 % de la croissance économique.

❖ Effet de la masse monétaire

La masse monétaire possède un coefficient positif à court terme mais reste statistiquement non significative. Cela montre que l'expansion monétaire n'a pas produit un impact immédiat important sur la croissance économique.

❖ Effet du taux de change

Le coefficient du taux de change est négatif (-0,061) et significatif. Cela signifie qu'une dépréciation du taux de change réduit la croissance économique.

❖ Effet de la variable retardée

Le coefficient de la croissance économique retardée est positif et significatif. Cela montre que la croissance passée influence positivement la croissance actuelle.

Les résultats du modèle ARDL montrent que l'inflation et le taux de change sont les principaux facteurs qui influencent négativement la croissance économique en RDC. La stabilité monétaire apparaît donc comme une condition essentielle pour soutenir la croissance économique durable.

3.6.1.6. Tests de diagnostic et de stabilité

a) Test d'autocorrélation

Tableau des résultats

Test	Valeur
Durbin-Watson	1,74

La statistique de Durbin-Watson est proche de 2. Cela indique l'absence d'autocorrélation sérieuse des erreurs.

b) Test de normalité

Tableau des résultats

Test	Probabilité
Jarque-Bera	0,287

(Source : Eviews-12)

La probabilité étant supérieure à 5 %, les résidus suivent une distribution normale.

c) Test d'hétéroscédasticité

Tableau des résultats

Test	Probabilité
Breusch-Pagan	0,412

(Source : Eviews-12)

La probabilité est supérieure à 5 %, ce qui signifie que les erreurs sont homoscedastiques. Le modèle ne présente donc pas de problème d'hétéroscédasticité.

d) Test de stabilité CUSUM

Le graphique CUSUM montre que les résidus restent à l'intérieur des bandes critiques de 5 %. Cela confirme la stabilité du modèle ARDL sur toute la période d'étude.

Les différents tests de diagnostic montrent que le modèle ARDL estimé est économétriquement valide, stable et fiable. Les résultats obtenus peuvent donc être utilisés pour l'analyse économique et la formulation des politiques publiques.

Etapes du modèle ARDL	Résultats chiffrés	Interprétations
Test de stationnarité (ADF)	Croissance : I(1) avec $p = 0,0001$ après différence première	La croissance économique devient stationnaire après différenciation.
	Inflation : I(1) avec $p = 0,068$ après différence première	L'inflation est intégrée d'ordre 1 et peut être utilisée dans le modèle ARDL.
	Masse monétaire : I(1) avec $p = 0,027$	La masse monétaire devient stationnaire après première différence.
	Taux de change : I(1) avec $p = 0,001$	Le taux de change est stationnaire en première différence.

Conclusion stationnarité	Toutes les variables sont I(1)	Le modèle ARDL peut être appliqué car aucune variable n'est I(2).
Sélection des retards optimaux	ARDL (1,1,1,0) avec AIC = 126,67	Ce modèle possède la plus faible valeur du critère d'Akaike, donc il est optimal.
Test de cointégration de Pesaran	F-statistique = 5,12	La statistique F est supérieure à la borne supérieure.
	Borne $I(0) = 3,23$	
	Borne $I(1) = 4,35$	
Décision du test de Pesaran	$5,12 > 4,35$	Il existe une relation de long terme entre les variables macroéconomiques.
Equation estimée du modèle ARDL	$Y_t = 4,383 + 0,468Y_{t-1} - 0,066INF_t + 0,067INF_{t-1} + 61,943MM_t - 68,188MM_{t-1} - 0,061TC_t + \varepsilon_t$	Cette équation montre les effets dynamiques des variables explicatives sur la croissance économique.
Constante	4,383 (p = 0,111)	La constante est positive mais non significative.
Croissance retardée	0,468 (p = 0,006)	La croissance passée influence positivement la croissance actuelle.
Inflation actuelle	-0,066 (p = 0,021)	Une hausse de 1 % de l'inflation réduit la croissance économique de 0,066 %.
Inflation retardée	0,067 (p = 0,011)	L'effet retardé de l'inflation devient légèrement positif à court terme.
Masse monétaire actuelle	61,943 (p = 0,551)	La masse monétaire a un effet positif mais statistiquement non significatif.
Masse monétaire retardée	-68,188 (p = 0,511)	L'effet retardé devient négatif mais reste non significatif.
Taux de change	-0,061 (p = 0,008)	Une dépréciation du taux de change réduit significativement la croissance économique.
Test d'autocorrélation	Durbin-Watson = 1,74	Absence d'autocorrélation sérieuse des erreurs.
Test de normalité	Jarque-Bera : p = 0,287	Les résidus suivent une distribution normale.
Test d'hétéroscédasticité	Breusch-Pagan : p = 0,412	Les erreurs sont homoscédastiques.
Test de stabilité	CUSUM stable	Le modèle ARDL est stable sur toute la période d'étude.
Conclusion générale	Inflation et taux de change influencent négativement la croissance économique	La stabilité monétaire et la maîtrise de l'inflation sont nécessaires pour soutenir la croissance économique en RDC.

(Source : Eviews-12)

Les résultats du test de stationnarité ont montré que les variables sont intégrées d'ordre 1. Le test de cointégration de Pesaran a confirmé l'existence d'une relation de long terme entre les variables. L'estimation du modèle ARDL a révélé que l'inflation et le taux de change influencent négativement et significativement la croissance économique. En revanche, la masse monétaire présente un effet non significatif. Les tests de diagnostic et de stabilité ont confirmé la validité du modèle économétrique.

3.6.2. Interprétations des résultats, Vérifications des hypothèses et propositions

Les résultats obtenus mettent en évidence des interactions importantes entre la croissance économique, l'inflation, la masse monétaire et le taux de change en République Démocratique du Congo (RDC). Ils permettent d'identifier les principaux facteurs qui influencent positivement ou négativement l'évolution de l'activité économique nationale.

Le test de stationnarité montre que les variables étudiées sont intégrées d'ordre 1, c'est-à-dire qu'elles deviennent stationnaires après la première différenciation. Les probabilités obtenues au niveau étant supérieures à 5 %, les séries présentent des racines unitaires, tandis qu'après différenciation, les probabilités deviennent inférieures à 5 %. Ce résultat confirme que les variables sont compatibles avec l'utilisation du modèle ARDL, lequel exige des séries intégrées d'ordre 0 ou 1, mais jamais d'ordre 2.

La sélection des retards optimaux conduit au modèle ARDL (1,1,1,0), retenu sur la base du critère d'information d'Akaike, dont la valeur est de 126,67. Ce modèle indique que la croissance économique dépend notamment de sa propre évolution passée ainsi que des variations de l'inflation et de la masse monétaire. L'absence de retard significatif pour le taux de change peut s'expliquer par la forte dépendance de l'économie congolaise aux importations et au dollar américain, faisant que les variations du taux de change se transmettent rapidement aux prix et aux activités économiques.

Le test de cointégration de Pesaran confirme l'existence d'une relation de long terme entre les variables étudiées. En effet, la F-statistique de 5,12 est supérieure à la borne supérieure critique de 4,35 au seuil de 5 %. L'hypothèse nulle d'absence de cointégration est donc rejetée. Ce résultat signifie que, malgré les fluctuations observées à court terme, la croissance économique, l'inflation, la masse monétaire et le taux de change évoluent conjointement sur le long terme.

L'estimation du modèle révèle que la croissance économique retardée exerce une influence positive et significative sur la croissance actuelle, avec un coefficient de 0,468 et une probabilité de 0,006. Ce résultat traduit un effet d'inertie économique : les performances passées en matière de production, d'investissement et d'activité économique contribuent aux performances futures.

En revanche, l'inflation exerce un effet négatif et significatif sur la croissance économique. Son coefficient de -0,066, associé à une probabilité de 0,021, signifie qu'une augmentation de 1 % de l'inflation entraîne, en moyenne, une diminution de 0,066 % de la croissance économique. Cette relation s'explique notamment par la diminution du pouvoir d'achat, l'augmentation des coûts de production et la réduction des investissements. Le coefficient retardé de l'inflation, positif et significatif (0,067 ; probabilité de 0,011), montre toutefois que certains effets peuvent se manifester avec un décalage dans le temps.

La masse monétaire présente des coefficients relativement élevés, mais statistiquement non significatifs. Le coefficient courant est positif (61,943), tandis que celui retardé est négatif (-68,188). Toutefois, leurs probabilités étant supérieures au seuil de 5 %, leur influence sur la croissance ne peut être considérée comme statistiquement établie. Ce résultat peut s'expliquer par la faiblesse du système financier, le faible accès au crédit, la prédominance du secteur informel et les difficultés de transmission de la politique monétaire vers l'économie réelle. Ainsi, une augmentation de la masse monétaire ne garantit pas nécessairement une hausse de la production.

Le taux de change présente, quant à lui, un coefficient négatif et significatif de -0,061, avec une probabilité de 0,008. Une dépréciation du franc congolais est donc associée à une diminution de la croissance économique. Cette situation s'explique principalement par la forte dépendance de la RDC aux importations. La dépréciation de la monnaie nationale renchérit les biens importés, augmente les coûts de production et réduit le pouvoir d'achat des ménages. La stabilité du taux de change apparaît ainsi comme une condition importante pour soutenir l'activité économique et renforcer la confiance des investisseurs.

Enfin, les tests de diagnostic confirment la validité du modèle. La statistique de Durbin-Watson de 1,74 indique l'absence d'autocorrélation sérieuse des erreurs. Le test de Jarque-Bera, avec une probabilité de 0,287, confirme la normalité des résidus, tandis que le test de Breusch-Pagan, dont la probabilité est de 0,412, indique l'absence d'hétéroscédasticité. Le test CUSUM confirme également la stabilité du modèle sur la période étudiée.

En définitive, les résultats montrent que l'inflation et le taux de change constituent les principaux facteurs ayant un effet négatif et significatif sur la croissance économique congolaise. À l'inverse, la croissance passée contribue positivement aux performances actuelles. La masse monétaire demeure statistiquement non significative, ce qui révèle les limites du mécanisme de transmission monétaire en RDC. Ces résultats soulignent ainsi la nécessité de renforcer la maîtrise de l'inflation, la stabilité du taux de change et l'efficacité du système financier afin de favoriser une croissance économique durable.

3.6.2.1. Vérifications des hypothèses

L'analyse des résultats obtenus permet de confirmer, dans une large mesure, le rôle essentiel de la Banque Centrale du Congo (BCC) dans la stabilisation économique et financière de la République Démocratique du Congo. Les résultats du test de cointégration de Pesaran indiquent l'existence d'une relation de long terme entre la croissance économique, l'inflation, la masse monétaire et le taux de change. En effet, la F-statistique de 5,12 est supérieure à la borne critique supérieure de 4,35. Cette relation confirme que les variables monétaires et financières évoluent conjointement et que les interventions de la BCC participent à l'équilibre macroéconomique.

L'évolution historique confirme également cette tendance. Après les périodes caractérisées par l'hyperinflation, la forte dépréciation du franc congolais et une faible croissance économique, la situation macroéconomique s'est progressivement améliorée. L'inflation, qui avait atteint 220 % en 1998, a fortement diminué pour se situer autour de 8 % en 2024. Les fluctuations du taux de change se sont également atténuées. Toutefois, l'efficacité de la politique monétaire reste limitée par des contraintes structurelles, notamment la forte dollarisation, l'importance du secteur informel et la faible profondeur du système financier.

Les résultats de l'estimation ARDL confirment par ailleurs l'influence des instruments de politique monétaire sur l'inflation et la stabilité des prix. Le coefficient de l'inflation est négatif et statistiquement significatif (-0,066 ; probabilité = 0,021), ce qui signifie qu'une hausse de 1 % du niveau général des prix est associée, en moyenne, à une diminution de 0,066 % de la croissance économique. Cette relation souligne l'importance de la maîtrise de l'inflation pour préserver les équilibres macroéconomiques. La baisse de l'inflation observée au cours de la période étudiée traduit notamment l'action de la BCC à travers le contrôle de la liquidité, les réserves obligatoires, les interventions sur le marché des changes et la régulation de l'offre de monnaie. Cependant, les effets différés de l'inflation montrent que les décisions de politique monétaire nécessitent du temps pour produire pleinement leurs effets.

L'hypothèse relative à l'influence de la BCC sur le taux de change et le système bancaire est également largement confirmée. Le taux de change présente un coefficient négatif et significatif de -0,061, avec une probabilité de 0,008, indiquant qu'une dépréciation du franc congolais exerce un effet défavorable sur la croissance économique. La stabilisation progressive du marché des changes témoigne ainsi de l'importance des interventions de la BCC. Parallèlement, la masse monétaire est passée de 8 % du PIB en 1995 à environ 30 % en 2025, traduisant un approfondissement progressif du système financier. Toutefois, son coefficient demeure statistiquement non significatif, ce qui montre que l'expansion monétaire ne se traduit pas encore suffisamment par une augmentation de l'activité économique réelle. Cette situation s'explique par la faible bancarisation, la prédominance des transactions en devises étrangères, l'insuffisance du crédit et la dépendance aux exportations minières.

Enfin, l'hypothèse selon laquelle la politique monétaire contribue à la croissance économique est partiellement confirmée. Le coefficient de la croissance économique retardée est positif et significatif (0,468 ; probabilité = 0,006), indiquant que les performances économiques passées influencent favorablement les performances futures. Toutefois, l'absence de significativité de la masse monétaire révèle que les mécanismes de transmission monétaire vers l'économie réelle demeurent encore faibles. Ainsi, la politique monétaire contribue principalement à la croissance de manière indirecte, à travers la stabilité des prix, du taux de change et l'amélioration de la confiance économique. Son efficacité nécessite donc d'être accompagnée par des réformes structurelles et institutionnelles.

3.6.2.2. Propositions pour l'amélioration du système macroéconomique de la RDC

Au regard des résultats obtenus, plusieurs propositions peuvent être formulées afin d'améliorer l'efficacité de la politique monétaire et la stabilité macroéconomique de la RDC.

- **Renforcer l'indépendance de la Banque Centrale du Congo.** Une plus grande autonomie permettrait à la BCC de prendre des décisions monétaires adaptées aux réalités économiques, à l'abri des pressions politiques et budgétaires. Cela contribuerait à renforcer la crédibilité de la monnaie nationale et à mieux maîtriser l'inflation.
- **Réduire progressivement la dollarisation de l'économie.** La forte utilisation des devises étrangères limite l'efficacité des instruments de politique monétaire. Il serait nécessaire d'encourager l'utilisation du franc congolais dans les transactions, les

salaires et les opérations bancaires, tout en renforçant la stabilité des prix et du taux de change afin de restaurer la confiance dans la monnaie nationale.

- **Renforcer le système bancaire et l'inclusion financière.** L'élargissement de l'accès aux services bancaires, particulièrement dans les zones rurales, permettrait d'améliorer la mobilisation de l'épargne et l'accès au crédit. Le développement des services financiers numériques et la modernisation des infrastructures bancaires devraient également être encouragés.
- **Diversifier l'économie nationale.** La dépendance excessive aux exportations minières expose la RDC aux fluctuations des cours internationaux. Le développement de l'agriculture, de l'industrie et des nouvelles technologies permettrait de diversifier les sources de revenus, de créer des emplois et de renforcer la stabilité économique.
- **Améliorer la coordination entre les politiques monétaire et budgétaire.** Une meilleure coordination entre la BCC et le Gouvernement permettrait de limiter les déficits publics excessifs, de maîtriser la création monétaire et d'améliorer la gestion des finances publiques. Cette complémentarité renforcerait l'efficacité globale des politiques économiques et favoriserait une croissance durable et inclusive.

CONCLUSION

Au terme de cette étude consacrée à l'analyse des effets de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo (BCC) sur le secteur réel en République démocratique du Congo sur la période 1995-2025, il ressort que la politique monétaire joue un rôle important dans la stabilité macroéconomique, mais que son influence sur l'activité réelle demeure limitée par plusieurs contraintes structurelles.

L'objectif principal de cette recherche était d'analyser dans quelle mesure les instruments de politique monétaire de la BCC influencent la croissance économique à travers l'inflation, la masse monétaire et le taux de change. Pour y parvenir, une approche économétrique fondée sur le modèle ARDL a été utilisée. Les résultats du test de stationnarité indiquent que les variables étudiées sont intégrées d'ordre un, ce qui justifie l'utilisation du modèle ARDL. Le test de cointégration de Pesaran a, quant à lui, confirmé l'existence d'une relation de long terme entre la croissance économique, l'inflation, la masse monétaire et le taux de change.

Les résultats de l'estimation montrent que l'inflation exerce un effet négatif et statistiquement significatif sur la croissance économique. Ainsi, une hausse de l'inflation est associée à une diminution de l'activité économique, notamment à travers la réduction du pouvoir d'achat, l'augmentation des coûts de production et la diminution des investissements. Le taux de change exerce également un effet négatif et significatif sur la croissance. La dépréciation du franc congolais constitue donc une contrainte importante pour l'économie congolaise, particulièrement en raison de sa forte dépendance aux importations et de son niveau élevé de dollarisation.

En revanche, la masse monétaire présente un effet statistiquement non significatif sur la croissance économique. Ce résultat révèle que l'augmentation de la liquidité ne se transmet pas suffisamment à l'économie réelle. Cette faiblesse du mécanisme de transmission peut être expliquée par la faible profondeur du système financier, la bancarisation encore limitée, l'importance du secteur informel et la forte utilisation du dollar américain.

L'hypothèse centrale de l'étude est donc **partiellement confirmée**. La politique monétaire de la BCC contribue effectivement à la stabilisation macroéconomique, particulièrement à travers la maîtrise de l'inflation et la stabilisation du taux de change. Toutefois, son impact direct sur la croissance économique demeure limité.

Ainsi, l'amélioration de l'efficacité de la politique monétaire nécessite le renforcement de l'indépendance et de la crédibilité de la BCC, la réduction progressive de la dollarisation, l'approfondissement du système financier et l'amélioration de l'accès au crédit. Elle doit également s'accompagner d'une meilleure coordination entre les politiques monétaire et budgétaire ainsi que d'une diversification de l'économie congolaise. En définitive, la stabilité des prix et du taux de change constitue une condition essentielle, mais elle doit être complétée par des réformes structurelles afin de transformer la stabilité macroéconomique en une croissance durable, inclusive et créatrice d'emplois en RDC.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Ouvrages et articles scientifiques

- Bernanke, B. S., & Gertler, M. (1995). *Inside the Black Box: The Credit Channel of Monetary Policy Transmission*. **Journal of Economic Perspectives**, 9(4), 27-48.
- Fisher, I. (1911). *The Purchasing Power of Money: Its Determination and Relation to Credit, Interest and Crises*. New York: Macmillan.
- Friedman, M. (1956). *Studies in the Quantity Theory of Money*. Chicago: University of Chicago Press.
- Gagnon, J. E., & Ihrig, J. (2004). Monetary policy and exchange rate pass-through. *International Journal of Finance & Economics*, 9(4), 315-338.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. London: Macmillan.
- Levy-Yeyati, E., & Sturzenegger, F. (2005). Classifying exchange rate regimes: Deeds vs. words. *European Economic Review*, 49(6), 1603-1635.
- Lucas, R. E. (1976). Econometric policy evaluation: A critique. *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, 1, 19-46.
- Mishkin, F. S. (1996). *The Channels of Monetary Transmission: Lessons for Monetary Policy*. NBER Working Paper No. 5464.
- Mishkin, F. S. (2007). *Monetary Policy Strategy*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Mishra, P., & Montiel, P. J. (2013). How effective is monetary transmission in low-income countries? A survey of the empirical evidence. *Economic Systems*, 37(2), 187-216.
- Moto Kosarade, J. (2019). *Analyse de la politique monétaire et de ses effets sur le secteur réel en République démocratique du Congo*. Les éditions Européennes.
- Moto Kosarade, J. (2024). *Politiques monétaire et budgétaire : analyse interactionnelle et leur impact sur la croissance économique en RDC*. Les Éditions du Net.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289-326.
- Reinhart, C. M., Rogoff, K. S., & Savastano, M. A. (2003). *Addicted to Dollars*. NBER Working Paper No. 10015.
- Taylor, J. B. (2000). Low inflation, pass-through, and the pricing power of firms. *European Economic Review*, 44(7), 1389-1408.

2. Sources institutionnelles

- Banque Centrale du Congo (BCC). (2024). *Rapport annuel 2024*. Kinshasa: Banque Centrale du Congo.
- Banque Mondiale. (2024). *République démocratique du Congo : données et indicateurs économiques*. Washington, DC: World Bank.
- Banque Mondiale. (2025). *World Development Indicators: Democratic Republic of Congo*. Washington, DC: World Bank.
- Fonds Monétaire International (FMI). (2012). *How Effective is Monetary Transmission in Low-Income Countries? A Survey of the Empirical Evidence*. IMF Working Paper No. 2012/143.